Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 12, n°2 | Novembre 2021

Modes d'habiter et sensibilités environnementales émergentes : quels enjeux pour la qualité de vie ?

Brendan Coolsaet (dir.), 2020, *Environnemental Justice : Key Issues*, Routledge, 341 pages.

Mody Diaw

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/developpementdurable/19429>

DOI : 10.4000/developpementdurable.19429

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Mody Diaw, « Brendan Coolsaet (dir.), 2020, *Environnemental Justice : Key Issues*, Routledge, 341 pages. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 12, n°2 | Novembre 2021, mis en ligne le 10 novembre 2021, consulté le 11 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/19429> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.19429>

Ce document a été généré automatiquement le 11 novembre 2021.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Brendan Coolsaet (dir.), 2020, *Environnemental Justice : Key Issues*, Routledge, 341 pages.

Mody Diaw

- 1 L'ouvrage collectif dirigé par Brendan Coolsaet, professeur associé à l'École européenne de sciences politiques et sociales (ESPOL) de l'Université catholique de Lille et chercheur au sein du « Global Environmental Justice Group » de l'Université d'East Anglia, vise à fournir un outil pédagogique aux publics, y compris étudiants, qui s'intéressent à la justice environnementale (JE). Il rassemble un grand nombre d'auteurs états-unis, anglais, australiens ou encore d'Amérique latine, reconnus dans ce champ. Il parcourt ses approches classiques ainsi que ses orientations nouvelles,

extensions qui témoignent de sa capacité à faire sens au regard de problématiques variées.

- 2 Préfacé par le sociologue R. Bullard, un des pères fondateurs du courant scientifique de la justice environnementale (Bullard, 1990), l'ouvrage est composé de 23 chapitres. Le premier d'entre eux, qui fait suite à une introduction très brève pour un ouvrage de ce volume et de cette richesse, peut être considéré comme une véritable introduction à ce courant. E. Murdock, professeur de philosophie à l'Université de San Diego, y retrace l'émergence et l'histoire de la JE en tant que mouvement et concept, ancrés dans les expériences de diverses communautés pauvres et de couleur, et associés à différentes problématiques de surexposition aux pollutions. Au vu de la densité et de la diversité des travaux présentés, nous avons fait le choix de sélectionner deux chapitres par partie (un seul pour la troisième partie), afin d'illustrer concrètement les apports du manuel et leur résonnance avec les débats actuels sur la JE.
- 3 La première partie, ayant pour titre « Defining and conceptualizing environmental justice », rassemble sept chapitres qui abordent les diverses théories et dimensions de la JE comme la justice procédurale, la théorie des capacités et celle de la décroissance. Nous mettrons l'accent sur deux de ces chapitres, qui portent sur des dimensions de justice à la fois complémentaires et souvent mises en tension : la distribution et la reconnaissance¹. Dans le premier chapitre de cette partie qui s'intitule « Distributive environmental justice », A. Kaswan, professeur de droit à l'Université de San Francisco, aborde la justice distributive à travers ses concepts de base, ses différences avec les autres types de justice, ainsi que ses significations et traductions réelles sur le terrain. « L'expérience vécue », centrale dans les revendications en termes de JE est, selon A. Kaswan, le point de départ de la justice distributive et aussi ce qui la distingue des autres conceptions de la justice. Elle met l'accent sur la manière dont les avantages et préjudices sont distribués et vécus (p. 22). En outre, A. Kaswan souligne que pour réclamer la justice distributive « *il n'est pas essentiel d'identifier un acteur spécifique à l'origine de l'injustice ; et que le seul sentiment de subir des préjudices d'une intensité intolérable, non liés à une discrimination directe, suffit à déclencher des préoccupations de justice distributive* » (p. 22). A. Kaswan montre également comment l'injustice distributive, pouvant relever de facteurs divers parmi lesquels « *un processus décisionnel passé ou présent, un manque de reconnaissance, etc.* », se matérialise dans différents contextes, comme ceux de mise en œuvre de politiques ou d'instruments de protection de la biodiversité (Parc national) ou d'installation d'installations dangereuses (p. 31).
- 4 Dans le troisième chapitre de cette même partie qui a pour titre « Recognition and environmental justice », B. Coolsaet et P. Néron, tous les deux membres d'ESPOL, explorent, quant à eux, les dimensions de la reconnaissance comme forme de justice et les usages qu'en font les mouvements et universitaires en prise avec des questions environnementales. En revisitant les théories de la reconnaissance de Hegel à Fraser en passant par Taylor et Honneth, ils montrent comment les différentes conceptions de la reconnaissance contribuent à la gouvernance de l'environnement et au développement d'une JE. Le manque de reconnaissance, qui revêt une forme d'injustice dans les questions environnementales se matérialise, selon les auteurs, par un « traitement inégalitaire d'un groupe en raison de ce qu'ils sont » et/ou, à l'inverse, la non-prise en compte des « différences entre les groupes » dans la prise et l'application de certaines mesures au nom de l'environnement (p. 59). En outre, les auteurs montrent que les revendications en matière de reconnaissance peuvent se faire à l'échelle individuelle

comme collective, et que l'accès à la reconnaissance favorise les capacités des populations ou communautés victimes d'injustices environnementales (voir le quatrième chapitre de cette partie). Si elle est à la base de toute justice (sans reconnaissance, la justice distributive et participative ne peut être obtenue), pour autant ces différents types de justice ne traduisent pas le même rapport à l'environnement. Ainsi illustrent les auteurs : lors de la contestation de construction du Dakota Access Pipeline dans la réserve indienne de Standing Rock, les manifestants ne luttent pas pour « la répartition équitable des impacts environnementaux générés par le pipeline », mais pour « la reconnaissance de la parenté qu'ils partagent avec l'eau et la terre » (p. 60). Ainsi ces chapitres invitent-ils le lecteur à revisiter les concepts issus de la justice sociale à la lumière de la JE.

- 5 La deuxième partie, titrée « Issues of environmental justice », totalise également sept chapitres. Ces derniers examinent les questions de JE déclinées en plusieurs domaines et secteurs, comme l'eau, le climat, l'énergie ou l'alimentation. Dans le quatrième chapitre « Energy justice », R. Day, maître de conférences en géographie humaine à l'Université de Birmingham, montre par exemple la complexité des enjeux de justice en matière de production, d'approvisionnement et de consommation énergétique. Selon lui, les conséquences de l'extraction des combustibles fossiles sur les communautés ouvrières, longtemps étudiées uniquement sous l'angle de la santé et de la sécurité au travail, relèvent également d'une « injustice énergétique » (p. 162). Cette injustice énergétique recouvrirait également les effets de l'exploitation de ces ressources sur les communautés riveraines des sites d'extraction. Cet aspect fait notamment écho aux critiques des théories de l'extractivisme (Bednik, 2019) : ces ressources sont souvent exploitées dans les zones où vivent des communautés vulnérables, au profit des « grands consommateurs d'énergie des pays riches » (p. 162). Les enjeux de justice ne se posent pas de manière similaire lorsque l'énergie est produite à partir de ressources renouvelables « eau, vent, soleil ». Ils demeurent cependant prégnants, comme le souligne R. Day, par exemple lorsque certains projets d'installation d'éoliennes « se heurtent à des oppositions locales » (p. 163) ou que se pose la question des matériaux utilisés et de leur devenir.
- 6 Dans le chapitre qui suit, « Food, agriculture and environmental justice : perspective on scholarship and activism in the field », K. Reynolds, géographe critique de l'alimentation à la New School of New York, examine, quant à elle, les interactions entre JE, justice alimentaire, et souveraineté alimentaire. Elle étudie ainsi l'évolution des concepts et mouvements en matière d'alimentation et de justice, qu'elle s'emploie à différencier les uns des autres. Elle caractérise les mouvements de justice alimentaire par leurs préoccupations conjointes pour : « l'exposition des fermiers aux pesticides, les conditions de travail, les revenus des ouvriers agricoles, l'équité sociale, la gentrification alimentaire, les iniquités d'accès à l'alimentation en fonction de repères ethno-raciaux et de classes » (p. 183). Elle montre que les inégalités d'accès à une bonne alimentation ne relèvent pas seulement du milieu de vie « urbain ou rural », mais beaucoup plus de clivages de classes économiques, de genres, ethniques et raciaux (p. 176). Contre les idées dominantes associant le terme racisme environnemental aux mouvements antitoxiques des années 1980 et la prise en compte de l'alimentation par les mouvements de JE qu'au début des années 2000, elle affirme, en partant de la situation des travailleurs agricoles aux États-Unis (leurs origines, conditions de travail, etc.), que la question du racisme environnemental s'est posée bien avant l'émergence

de ces mouvements et que la prise en compte de la question de l'alimentation dans les mouvements de JE se lit dans des travaux datant du milieu des années 1990.

- 7 C'est donc, dans chacun des domaines d'application, à la fois un exercice de positionnement dans la JE et de démarquage qu'opèrent les auteurs de ces chapitres.
- 8 La troisième partie, intitulée « Actors and subjects of environmental justice », regroupe cinq chapitres qui étudient les différents acteurs ou sujets de la JE (les minorités ethnoraciales, les syndicats ouvriers, les populations indigènes ou autochtones etc.), tout en montrant comment cette diversité d'acteurs engendre des actions plurielles en faveur de l'environnement. Les ouvriers et les syndicats ont tenu un rôle important, mais finalement peu visible, dans l'histoire de la constitution du champ de la JE. Ceci justifie notre choix de présenter, pour cette partie, le chapitre de D. Stevis « Labour union and environmental justice ». D. Stevis, professeur de politique à l'Université d'État du Colorado, examine à travers le concept de « transition juste » le rôle des ouvriers et des syndicats dans les revendications environnementales liées aux pollutions et nuisances générées par les différents types de production. Il souligne que la transition juste « n'a pas été conçue comme un correctif aux approches sociotechniques² » ou autres de la transition. Son inspiration provient d'intellectuels « organiques³ » des relations industrielles et des mouvements de JE (p. 250). L'auteur distingue ainsi quatre périodes d'évolution de ces rôles des années 1960 à 2010 : celle de l'environnementalisme ouvrier ; celle de l'émergence du concept de transition juste dans le monde syndical ; celle des initiatives des syndicats en la matière ; puis celle de la récupération-recomposition politique du récit, excluant le monde ouvrier. L'auteur montre alors que l'élargissement, de la « *voice* » (reconnaissance et participation) des travailleurs ne s'est paradoxalement pas accompagné d'un élargissement de leurs « *choice* » (p. 258).
- 9 Enfin la quatrième et dernière partie, intitulée « Future directions of environmental justice », totalise trois chapitres qui offrent une critique des études de JE et donnent des pistes d'élargissement du champ. D. Pellow, professeur d'études environnementales à l'Université de Californie, ouvre cette partie sur les « Critical Environmental Justice Studies », dans laquelle il applique le cadre de la JE au système carcéral américain. Plusieurs préoccupations l'animent ici. La première, partagée par G. Di Chiro (cf. infra), est la nécessité de prendre en compte la pluralité des types d'inégalités interconnectées ainsi que les multiples « variables et différences » (race, sexe, revenus, etc.) qui jouent dans la production de ces inégalités et qui dépassent largement l'opposition entre « les humains et les choses » (p. 293). Sa deuxième préoccupation est celle des échelles pertinentes pour observer les inégalités environnementales. Il préconise une approche multiscalaire et socio-historique (à la manière de Pulido, 2000) pour comprendre les causes profondes des inégalités et leur étendue (p. 294). La troisième préoccupation formulée est relative à la manière dont sont perçues les inégalités sociales et de pouvoir dans les études en JE et aux solutions proposées, plus « réformistes qu'abolitionnistes » (p. 294). Selon D. Pellow, la remise en cause de « notre dépendance à la domination de l'État » (p. 298) est plus que jamais nécessaire pour atteindre les objectifs de JE. Enfin la dernière préoccupation de l'auteur est relative au « caractère indispensable » de toutes les communautés, revendiqué par la JE. Appliquée au système carcéral basé, selon l'auteur, sur « l'hypothèse que les prisonniers et prisonnières sont saccarifiables et jetables », cette revendication suggère la « suppression des prisons et la transformation des relations sociales qui alimentent ces dernières » (p. 298). Puis, dans le dernier chapitre de cette partie, ayant pour titre « Mobilizing 'intersectionality' in

environmental justice research and action in a time of crisis », G. Di Chiro, professeure d'études environnementales au Swarthmore College, examine le concept de l'intersectionnalité. Ce dernier est mobilisé dans diverses disciplines, ou encore adopté par des activistes pour forger des coalitions parmi divers mouvements dont ceux de JE et de la justice climatique. Il est notamment arboré par ces mouvements avec le slogan « My environmentalism will be intersectional or it will be bullshit » (Ramsey, 2014) (p. 317). L'auteure revient avant tout sur l'origine historique de ce concept, qui, défini dans les années 1980 par K. Crenshaw, connaîtra un vif succès dans les années 1990 dans l'objectif de montrer la diversité des facteurs qui interagissent dans la production des inégalités sociales dont sont victimes certaines communautés ou catégories sociales (p. 318). Elle montre que cette façon de lire et de penser les différents facteurs à l'origine des inégalités environnementales s'inscrit dans la lignée de mouvements critiques nés au 19^e siècle et se déploie dans nombre de luttes plus contemporaines. Ces dernières œuvrent à rendre visibles les liens entre phénomènes en apparence indépendants, dans une perspective de justice environnementale multi-espèces, fondée sur l'« interconnexion entre la nature humaine et non humaine » (p. 320), telle que la développe également D. Celermajer, D. Schlosberg et leurs coauteurs (2021). Les auteurs de cette partie développent ainsi une approche critique, qui vise à saisir la diversité des facteurs interconnectés dans la production des injustices environnementales, afin de refonder les solutions pour les combattre.

- 10 Pour conclure, l'objectif visant à faire de l'ouvrage un véritable outil pédagogique, descriptif et réflexif, nous semble pleinement atteint, au regard de la richesse des contributions, ci-dessus illustrées, de la cohérence d'ensemble des approches mobilisées, des problématiques et thématiques visitées et des cas d'étude ou exemples présentés. C'est là un manuel inédit, de référence, non seulement pour découvrir la JE et ses théories, champs d'application, auteurs, mais aussi ses liens à l'écologie politique, aux théories décoloniales, à l'écoféminisme ou encore à la décroissance. On peut, certes, regretter l'absence d'une entrée plus géographique de la JE ou encore de ses déclinaisons de par le monde. De même, peut manquer au lecteur une conclusion réflexive sur les controverses et extensions, hybridations de la JE, ou encore sur sa portée radicale que D. Pellow souhaite plus affirmée... Mais cela dépasse peut-être les objectifs d'un manuel, en constituant les ferments d'un nouveau chantier d'écriture.

BIBLIOGRAPHIE

- Bednik A., 2019, *Extractivisme* (2^{ème} édition), Paris, Le Passager Clandestin, collection « Essais ».
- Bullard R. D., 1990, *Dumping in Dixie : Race, Class, and Environmental Quality*, chapitre 2, Westviewpress Boulder, San Francisco
- Celermajer D., Schlosberg D., Rickards L., StewartHarawira M., Thaler M., Tschakert P., Verlie B., Winter C., 2021, « Multispecies justice : theories, challenges, and a research agenda for environmental politics », *Environmental Politics*, vol. 30, n° 1-2, p. 119-140.

Pulido L., 2000, « Rethinking Environmental Racism : White Privilege and Urban Development in Southern California », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 90, n° 1, p. 12-40.

NOTES

1. La justice distributive, en tant que dimension de la JE, vise à corriger la répartition inégale des biens et maux environnementaux entre les populations, communautés et en leur sein. Quant à la reconnaissance, elle concerne les identités collectives et les pratiques culturelles des communautés ou groupes sociaux. À travers leurs pratiques culturelles et leurs relations avec la nature, avec l'environnement qui les entoure, des communautés expriment leurs différences, à faire voire une identité qui leur est propre.

2. Les approches sociotechniques partent de la notion de système en considérant que les aspects techniques et sociaux du travail sont imbriqués. C'est l'idée que les technologies utilisées au travail sont associées à un ensemble de contraintes qui doivent être traitées et organisées de manière sociale.

3. Introduite et développée par Antonio Gramsci en 1978, l'intellectuel organique, au sens ou l'entend Gramsci, est un intellectuel productif au sein du système capitaliste. Les intellectuels organiques permettent aux acteurs participant à la production dans le système capitaliste une prise de conscience de leur rôle.

AUTEUR

MODY DIAW

Mody Diaw est doctorant en sociologie à l'INRAE-Université de Bordeaux. Titulaire d'un master 2 en études sociologiques et technologies de communication, il réalise actuellement sa thèse sur l'expérience et le rapport au travail des ouvriers de la bauxite, depuis la Guinée Conakry jusqu'à Gardanne (sud-est de la France).